

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ORGANE OFFICIEL DE LA CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE
DES ASSOCIATIONS PATRONALES, DES CHAMBRES DE COMMERCE, DES BUREAUX DE CONTROLE, DE L'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE
ET DE LA FIDUCIAIRE HORLOGÈRE (FIDHOR)



LA BOITE DE MONTRE CONÇUE
ET EXÉCUTÉE AVEC SOIN

S. Graber S.A. **RENAN** JURA BERNOIS
TELEPHONE: 8.21.66

LA MATIÈRE

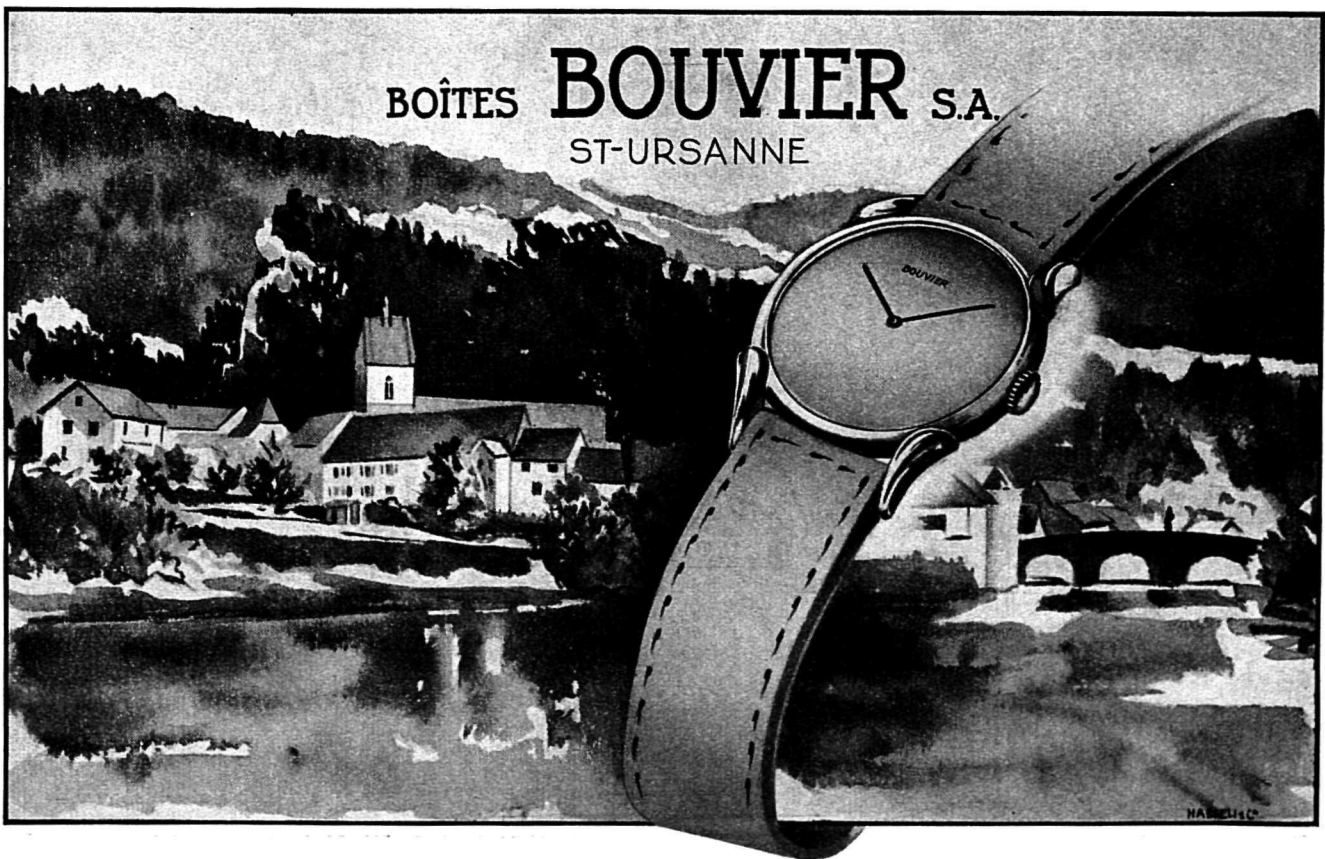
MIRACULEUSE



IMITÉ DE BLANCHE-NEIGE

HAEFELI & CO

BOÎTES **BOUVIER** S.A.
ST-URSANNE



HAEFELI & CO

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ABONNEMENTS: Un an Six mois
Suisse Fr. 22.- Fr. 11.-
Compte de chèques postaux IVb 426

Régie des annonces:
PUBLICITAS S. A., NEUCHÂTEL
Téléphone 5.42.25

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: LA CHAUX-DE-FONDS, RUE LÉOPOLD-ROBERT 46, TÉLÉPHONE 2.24.49

Organisation du monde

PERSPECTIVES EUROPÉENNES

Il convient d'insister: toutes les conférences qui se tiennent aujourd'hui dans le monde, et singulièrement sur notre terre, ont pour objet l'Europe et singulièrement sa partie centrale, car parler des problèmes allemand, autrichien, italien, balkanique, danubien, c'est prendre sous enquête la zone méridienne traversant en son milieu le continent.

Nous pouvons élargir la question et nous demander si la politique menée actuellement conduit effectivement au bien-être des Européens.

Les conditions dans lesquelles vivent ceux-ci méritent d'être rappelées. Ils habitent un petit continent, qu'on taxe déjà de surpeuplé, alors qu'il n'a que des aptitudes naturelles moyennes et une orientation économique et professionnelle assez curieuse. Des deux Europes qu'a révélées Delaisi, celle de l'ouest, industrielle, vend ses excédents de production outre-mer et pratique, à l'égard de l'est, un protectionnisme agricole. Celle de l'est, agricole, ne tirant pas de bénéfice substantiel à l'ouest, tend à s'industrialiser et mène une politique de protectionnisme industriel. L'Europe ne pouvant se tirer d'affaires seule, cherche hors de son territoire l'équilibre qui lui est nécessaire.

Précisément, sa situation géographique va l'aider. Elle se trouve au centre des terres. Sa population est techniquement sur un niveau élevé. Elle va faire du com-

merce international, particulièrement l'Occident, celui-là même qui, pour cette raison, s'est créé un patrimoine aux colonies. Malheureusement, des conflits « internes », si l'on se place au point de vue européen, conflits qui ont fini par se reproduire régulièrement, « un par génération », provoquent des à-coups dans le développement de l'économie européenne et, aujourd'hui, répétés immédiatement, ont engendré des ruines qu'on aura peine à relever et une misère sans nom.

On ne répétera pas assez que, dans cette période même de dépression, le sort de l'Europe semble devoir être décidé par des tiers. Les Européens, au lieu de se ressaisir, en constatant leurs erreurs, et de prendre enfin l'engagement de collaborer, se mettent, tout au contraire, à la remorque des Puissances marginales, celles qui sont situées sur les confins du continent, sans en faire réellement partie, et qui ne considèrent avant tout que leurs intérêts.

Qu'a-t-on fait à Paris, dans une première conférence, nous avons cherché à le définir dans la dernière chronique? Que fera-t-on dans la « Conférence des adjoints », qui s'est ouverte lundi dernier, toujours à Paris. Que fera-t-on encore dans la capitale, lorsque les quatre ministres des Affaires étrangères se réuniront à nouveau, le 17 juin (et non pas le 15, comme on l'a dit par erreur)?

Les ministres sus-nommés ont donc repassé la balle à leurs suppléants. Que pourront ceux-ci, leurs chefs de ligne ayant échoué? On va retourner à des controverses sempiternelles ou traiter de questions de troisième ordre ou encore dresser force documents statistiques ou cartographiques sur telles limites linguistiques ou économiques qui intéressent et dont on se sera assuré de l'exactitude auprès de nombreux savants.

C'est la délimitation des frontières italiennes, à l'ouest et au nord, qui sera le morceau de résistance. La France revendique une frontière militaire. Un représentant du gouvernement de Rome essayera de contester la valeur de l'argumentation des vainqueurs. Face à l'Autriche, ce sont les Italiens qui réclameront, en gros, la frontière militaire, les Autrichiens, dont il y aura aussi un représentant, cherchant à faire porter le poids sur la signification d'une limite ethnique. On verra s'il faut

Sommaire

ORGANISATION DU MONDE	Pages
Perspectives européennes	373
SALAIRES ET POUVOIR D'ACHAT	
Une nouvelle expérience belge	377
COMMERCE ET RÉPARATIONS	
La guerre économique continue	379
UTOPIES D'HIER	
Le tunnel du Mont-Blanc: Début des travaux!	381
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES D'ÉBAUCHES S. A. DU 18 MAI 1946	383
DIVERS	375 - 377 - 379 - 383 - 385 - 386 - 387

NOS SPÉCIALITÉS..

OR ROSE

BORDS LAPIDÉS BISEAUX GLACÉS

MEYLAN FILS & Co

NICKELAGE - ARGENTAGE - RHODIAGE

La Chaux-de-Fonds - Téléph. 2.34.60

FLEXO LE BRACELET-MONTRE THERMOPLASTIQUE

FABRICANT
E. Wolfsberger jun.
LANGENBRUCK

FABRIQUE DE MACHINES

AGATHON S.A.

SOLEURE (Suisse)

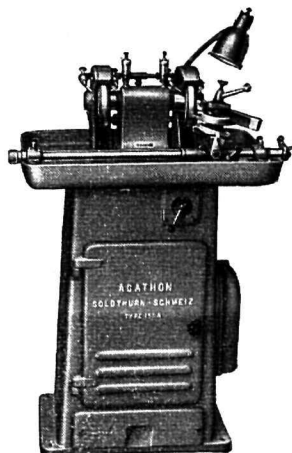
Téléphone 10651 2.38.86

MACHINE DE PRÉCISION POUR L'AFFUTAGE ET LE GLAÇAGE

Modèle breveté
Types 150 A et 175 A

des métaux de coupe, acier rapide pour :

1. Burins à tourner et à raboter.
2. Brise-copeaux.
3. Fraises à contourner.
4. Mèches américaines.
5. Burins à aléser et à graver.
6. Burins à raboter pour machine SV 58.
7. Grattoirs.

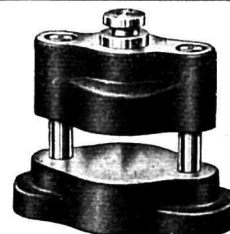


Meules diamantées

BLOCS A COLONNES DE PRÉCISION

Fabrication en séries en divers types et grandeurs. Exécution canonée et non canonée.

Catalogue sur demande



Beck & Co.

LA CHAUX-DE-FONDS

Hirondelles 10 Téléphone 2.15.41

FABRIQUE DE BOITES OR

rondes et fantaisies tous genres

BOITES A FOURNITURES
DESSUS VERRE

**Calottes
aluminium**

TOUTES FORMES



U^{ve} GÉDÉON ROSSEL

TRAMELAN Suisse Tél. 9.32.05

encore parler du Haut-Adige et du Tyrol méridional. De toutes façons, il semble bien que le Pustertal ira à l'Autriche.

Puis, les quarts de Grands rendront leur tablier aux demi-Grands lesquels, entre temps, en auront référé aux Grands. Et nos ministres vont se retrouver — passez l'expression — gros Jean comme devant. Aboutiront-ils au compromis ? Consentiront-ils à des marchandages, à des trocs ? Internationalisera-t-on (voir Trieste) à tour de bras ; neutralisera-t-on, autant de mystères !

Une délimitation semblable de la frontière européenne ne satisferait personne et surtout pas les vrais intéressés. On risquerait un tracé entre deux mondes non d'accord — qui s'observeraient, se méfieraient, interpréteraient. La menace de Byrnes serait-elle alors mise à exécution,

de conclure des paix séparées, lesquelles pousseraient, de fil en aiguille, à un heurt entre l'Occident et l'Orient ?

C'est alors que les Etats-Unis feraient leur troisième tentative : ils proposeraient, s'il y avait nouvel insuccès, d'en appeler aux Nations unies. Les Anglo-Saxons sont sûrs d'avance d'obtenir une majorité, ne serait-ce que par la position morale qu'ils adopteraient. Toutefois, l'Assemblée ne pourrait encore que faire des recommandations, qui se heurteraient, au Conseil, au veto du Kremlin.

Nous ne voulons pas croire à la guerre. C'est déjà bien assez qu'il y ait ces épreuves de force. Patientons ! Des obstacles, qui paraissent infranchissables, au premier coup d'œil, s'effacent souvent à la dernière minute.

Ch. B.

Où trouver les fonds pour l'assurance-vieillesse ?

Le message du Conseil fédéral à l'appui d'un projet de loi sur l'assurance-vieillesse et survivants est attendu pour la fin de mai. La commission du Conseil national chargée de cet objet a déjà établi son programme pour la discussion du projet, ce qui permettra au Conseil national de s'en occuper au cours d'une séance extraordinaire prévue pour le mois d'août. Le Conseil des Etats pourra donc aborder la discussion du projet dans sa session de décembre, et les divergences éventuelles pourraient être liquidées en mars 1947. On espère que, de cette façon, l'assurance-vieillesse et survivants entrera en vigueur au début de l'année 1948.

Si l'on est au clair sur la genre d'assurance à adopter et sur le montant des rentes — le Conseil fédéral se ralliera vraisemblablement aux propositions de la commission d'experts qui préconisait la variante I — il n'en est pas de même, loin de là, pour ce qui concerne le financement de cette œuvre sociale. Dans l'exposé qu'il a présenté au congrès syndical suisse à Zurich, M. Nobs, conseiller fédéral, a déclaré, on s'en souvient, qu'il ne fallait pas se faire d'illusions, et que la variante I exigerait des sommes considérables ; elles s'élèveront à 180 millions de francs en 1948, pour atteindre plus du double dix ans plus tard, 565 millions de francs au bout de vingt ans et 700 millions de francs au bout de trente ans. Si l'on compare ces chiffres avec le rendement total des impôts fédéraux, qui ont atteint environ 700 millions de francs en 1945, on se rendra mieux compte encore de l'effort fiscal qu'exige la mise en vigueur de l'assurance-vieillesse. Et, pour faire droit aux revendications formulées à maintes reprises par le parti du travail et porter la rente à 2400 francs pour les personnes seules et 3600 francs pour les couples, cela exigerait la première année 1,12 milliard de francs et plus tard 1,5 milliard. Pour financer une assurance-vieillesse de cette envergure, il faudrait quasi doubler le rendement de tous les impôts fédéraux (sacrifice pour la défense nationale non compris), cantonaux et communaux, puisque ceux-ci ne totalisent que 1800 millions de francs environ.

Et c'est avec raison que M. Nobs a rappelé à ses auditeurs qu'un projet de ce genre serait fraîchement accueilli par les électeurs.

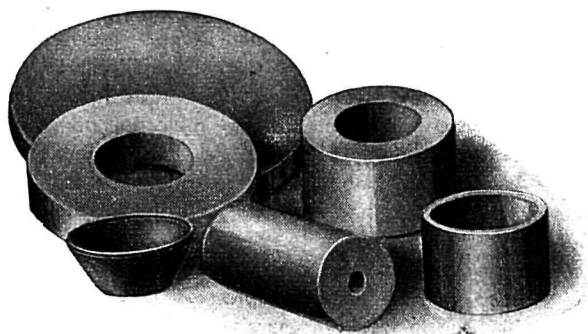
Le financement de la variante I ne laisse pas de présenter déjà des difficultés assez sérieuses, et la question n'est d'ailleurs pas encore définitivement au point, comme nous l'avons déjà dit. Le Conseil fédéral a chargé le département des finances de lui soumettre un rapport spécial à ce sujet. D'après la variante I, la Confédération devrait mettre à la disposition de l'assurance 127 millions de francs par an durant les vingt premières années. Or, on ne dispose à cet effet que de 97 millions de francs, en admettant que l'impôt sur le tabac rapportera 30 millions de plus que ce n'est actuellement le cas. Les 30 millions qui manquent devront être fournis, selon le projet du département fédéral des finances, par un impôt fédéral sur les successions ; toutefois, les objections ne manquent pas contre une solution de ce genre, même au Conseil fédéral, et aucune décision définitive n'a été prise encore. Le chef du département des finances a été chargé de revoir encore une fois tout le projet, y compris l'échelonnement des rentes. On peut s'attendre à ce que le Conseil fédéral revienne encore une fois sur le financement de l'assurance avant de prendre enfin une décision définitive à cet égard.

Avis aux exportateurs

LICENCES D'IMPORTATION POUR LES INDES BRITANNIQUES

L'agence de Bombay de l'Office suisse d'expansion commerciale communique :

Toutes les licences d'importation pour les Indes britanniques émises aux second semestre de 1945 et premier semestre de 1946 ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 1946.



Les meilleures meules

pour tous polissages vous sont fournies par la

FONDERIE DE MÉTAUX ET ATELIER MÉCANIQUE

BENOIT-MERZ, BIENNE

Téléphone (032) 2.41.20

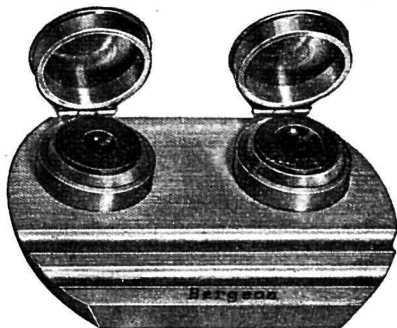


Les huiliers

BERGEON

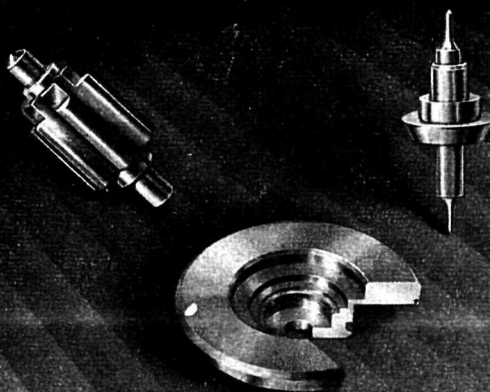
à 1, 2 ou 3 godets
sont entièrement
chromés

Leur large
base les rend
parfaitement
stables



BERGEON & C^{IE}
LE LOCLE (Suisse)

CYLINDRE



**DÉCOLLETAGES
DE
PRÉCISION**

CYLINDRE S.A.
LE LOCLE SUISSE TEL. 313 48



Henry
GIROD
G O U R T
J U R A B E R N O I S

Plus de rouille...

faites passer au bain antirouille toutes vos
pièces d'horlogerie en acier, soit roues, tiges,
couronnes, rochets, bascules, ancras, etc.

une seule adresse...

ANTIROUILLE S. A.

LA CHAUX-DE-FONDS

Rue du Doubs 152 Téléphone 2.14.92

Installation moderne • Prix modérés • Prompte livraison

Salaires et pouvoir d'achat

UNE NOUVELLE EXPÉRIENCE BELGE

Il y a du nouveau en Belgique !

Le 18 mai, le Conseil des ministres y a décrété la baisse des tarifs de chemins de fer, à concurrence de 10 %, et à dater du jour-même.

La publication d'un arrêté-loi modifiant tous les prix par un abaissement forcé, du pourcentage précité, est imminente et la mise en vigueur serait fixée, au plus tard, au 1^{er} juin. Le « Moniteur » a encore publié deux arrêtés-lois permettant, l'un, de placer sous l'administration de l'Office des séquestres les entreprises qui enfreindraient la réglementation concernant l'approvisionnement du pays ; l'autre, relatif à la stabilisation des traitements et salaires.

La Conférence nationale du Travail a marqué son accord sur ces propositions. Elle a obtenu qu'à côté d'une première baisse de 10 % de tous les prix de vente au consommateur, qu'il s'agisse de biens ou de services, le montant des allocations familiales et des pensions de vieillesse soit majoré de 20 %, à partir du 1^{er} juillet. La taxe professionnelle sur les salaires sera réduite pour les rémunérations inférieures. Dès le 1^{er} juin, le gouvernement s'engage à publier un index mensuel des prix de détail.

Un projet de loi instituant les conseils d'entreprises sera déposé incessamment, l'avant-projet soumis aux organisations patronales et ouvrières dans les quinze jours.

La décision préoccupe les milieux d'affaires. La réduction de 10 % doit être supportée, à concurrence de 4 1/2, par le détaillant, de 1 1/2 par le grossiste et de 4 par le producteur. Les coopératives font état de ce qu'elles n'ont pas fait de marché noir et qu'il n'y a pas lieu de les pénaliser.

De toutes façons, M. van Acker a lancé sa deuxième expérience.

La première, le blocage des prix, n'avait pas permis au pays d'écarter toute menace d'inflation. La hausse des prix, le marché noir et les revendications des syndicats ouvriers avaient fait apparaître une menace, sinon immédiate, du moins à court terme, pour la stabilité du franc belge.

Le Premier n'a pas perdu son sang-froid. Il a examiné objectivement la situation et a constaté que pour éviter de faire vis sans fin et de persévérer dans le « cycle infernal », tout en restaurant le pouvoir d'achat de la population, il disposait, par la baisse des prix, d'un moyen autrement efficace que la hausse des salaires.

Il a payé d'exemple, en décidant d'abaisser le prix des marchandises qu'il tenait sous son contrôle direct. Tous les services publics, transports, chemins de fer, tramways, eau, gaz, électricité, etc., voient leur tarif réduit de 10 %.

En ce faisant, le ministre-président prend le contrepied des méthodes en honneur actuellement dans plusieurs pays, en Suisse en particulier. Au lieu de restreindre la capacité d'achat des masses par une hausse du prix des transports — voir ce que nous faisons chez nous — ou par une nouvelle intervention du fisc, au

risque de provoquer par ce moyen des revendications réitérées de la part des salariés, il préfère augmenter leurs possibilités d'achat en abaissant les prix.

Cette façon de combattre l'inflation paraît bien être, dans le cas présent, de saine pratique monétaire et l'on entend, dans le pays voisin, en France, où l'Etat contrôle le rail, les P.T.T. et les services industriels, des voix réclamer des autorités que, pour commencer, elles ne prennent pas l'initiative de la hausse, par des augmentations de tarifs, dont le résultat pur et simple est un redressement du prix de la vie et un appauvrissement de la population.

Sans doute, il y a les théoriciens. Ils objecteront qu'il y va de l'équilibre financier des services publics, ceux-là donc qui doivent prêcher d'exemple. Appliquer leur thèse serait faire de la politique à courte vue. L'économie est la base qui conditionne les problèmes budgétaires ; ce ne sont pas ceux-ci qui doivent la dominer et l'orienter. En relevant la capacité interne d'acheter, l'Etat éloigne l'inflation et rapproche le moment où sera réalisé l'équilibre économique, condition de tout équilibre financier. Il valorise la masse monétaire en circulation, favorisant d'autant la production.

L'incidence économique des impôts — directs ou indirects — est certainement le premier élément qui décide des prix et de la marche du travail. Comment arrivera-t-on à en persuader les gouvernements qui ne l'ont pas encore compris ? cb.

Négociations économiques avec la Roumanie

Des négociations commerciales se sont ouvertes à Berne le 21 mai 1946 entre la Suisse et la Roumanie. La délégation roumaine est composée de MM. Mirzea Solacolu, ministre plénipotentiaire, commissaire général du Ministère roumain du commerce extérieur, président, Constantin Pandele, secrétaire général du Ministère roumain des finances, de représentants de la Banque nationale de Roumanie, ainsi que de MM. Georges Joanitzin et Simeon Zeiger, directeurs ministériels.

Le Conseil fédéral a désigné comme chef de la délégation suisse M. Max Troendle, délégué aux accords commerciaux. Font en outre partie de la délégation des représentants de la Division du commerce, du Département politique, de l'Office suisse de compensation et de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, de même que MM. E. Feisst, chef de l'Office de guerre pour l'alimentation, et R. Grimm, président du Conseil national, chef de la Section de la production d'énergie et de chaleur de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail.

FABRIQUE DE RESSORTS „LE ROSEAU“

PERRIN & CO

LA CHAUX-DE-FONDS

Rue du Commerce 17a
Téléphone 2.26.28

RESSORTS DE QUALITÉ

Rheinfelden

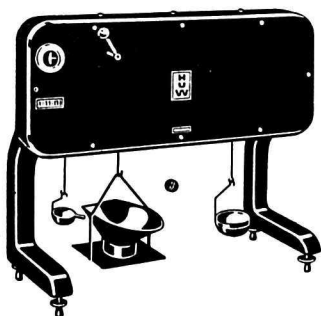
Bains salins, bains salins carbogazeux, compresses
d'eau-mère et de boue, cures d'eaux, inhalations

HOTEL SCHÜTZEN

Situation ensoleillée en pleine verdure, grand parc
avec pelouses pour cures de repos. Installations
des plus modernes, tous les moyens de cure dans
l'hôtel. Cuisine normale, de cure et diététique.

F. & R. KOTTMANN-JOST.

H. U. WOLF, Zurich 16



Machives-Outils

Centralstrasse 10
Téléphone (051) 27.37.49

**BALANCES
A COMPTEUR**
de haute précision

*P*IERRES D'HORLOGERIE

Spécialisé dans la pierre à chasser dès ses débuts, je
livre toutes mes pierres avec un diamètre impeccable.
Pierres de balancier bombé avec olivage très soigné.
Je livre par retour tous les calibres de Fontainemelon
en qualité A.B.C.

JULES ROBELLAZ

LAUSANNE Rue Charles-Monnard 6 Téléphone 2.76.97

Atelier de

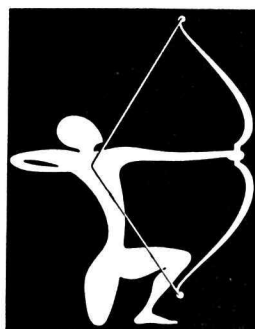
véritable plaqué galvanique

Plaqué garanti de 8 à 100 microns
Dorage · Argentage · Platinage

Arthur Uhlmann s. a.

LA CHAUX-DE-FONDS

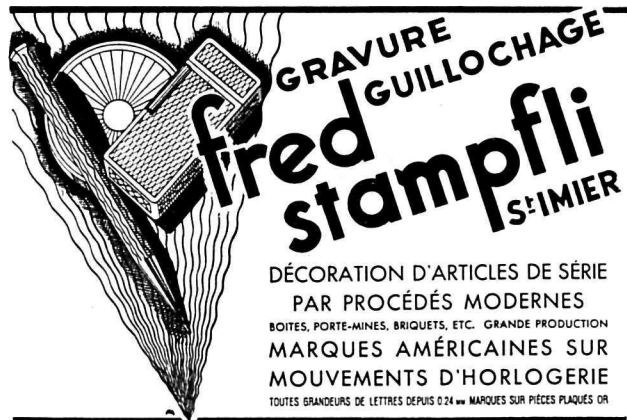
Rue du Parc 128
Téléphone 2.30.62



FAGERSTA

Acier suédois

COURVOISIER & Co
BIENNE



DÉCORATION D'ARTICLES DE SÉRIE
PAR PROCÉDÉS MODERNES
BOÎTES, PORTE-MINES, BRIQUETS, ETC. GRANDE PRODUCTION
MARQUES AMÉRICAINES SUR
MOUVEMENTS D'HORLOGERIE
TOUTES GRANDEURS DE LETTRES DEPUIS 0.24 mm MARQUES SUR PIÈCES PLAQUÉS OR

POLISSAGE

Nettoyage-dégraissage (au trichloretilène)

CHROMAGE

pour tous articles de série

Livraisons rapides

M. BOLLI & GROSCLAUDE

BUREAU: 13 bis, RUE LÉOPOLD-ROBERT, TÉLÉPHONE 2.38.47

LA CHAUX-DE-FONDS

Commerce et réparations

LA GUERRE ÉCONOMIQUE CONTINUE

N. d. l. r. — Ces lignes étaient écrites quand parut la nouvelle de l'Accord de Washington entre la Suisse et les Alliés. Elles en marquent cependant encore les préliminaires.

Ce n'est pas nous, mais bien l'important « Economist » de Londres qui le dit. La Suisse est particulièrement intéressée par son argumentation. Quelle est celle-ci ?

Un récent éditorial traite objectivement et avec compréhension, des mesures encore appliquées aux Neutres, par les Alliés, à l'heure présente. L'auteur s'étonne que, la guerre terminée depuis une année, elle persiste contre les Neutres de l'Europe. Listes noires et blocus des avoirs avaient pour but de réduire plus vite à merci l'ennemi. Quel est leur but aujourd'hui, l'adversaire ayant été vaincu ?

Sans doute, le blocus indirect a-t-il disparu et le système de navycert ne porte plus préjudice à personne, ne permettant que de surveiller les stocks de matières premières dont il existe une certaine pénurie. Toutefois, on n'en dira pas autant de sa fonction subsidiaire : renforcer l'efficacité des listes noires !

Ces listes comprennent encore 5.500 noms, à l'heure actuelle : 640 environ se rapportant à la Suisse, la principale suspecte, 500 à l'Espagne, 360 à la Suède et 200 au Portugal. On n'ignore point la rigidité avec laquelle les Alliés se comportent à l'égard des maisons soupçonnées de collusion avec l'ennemi. La Suisse et la Suède sont beaucoup plus atteintes que l'Espagne et le Portugal, lesquels vivent dans une certaine autarcie, alors que c'est loin d'être le cas pour les deux pays précités.

A ces accusations, les Anglo-Saxons ont répondu que leurs sanctions sont minimales. Ils affirment en particulier que la plupart des grands trusts internationaux ou bien n'ont jamais figuré sur les listes ou en ont été rayés dès la fin de la guerre ; de cette façon, les pays neutres où quelques-uns ont leur siège peuvent continuer à se vouer à la reconstruction européenne sans être spécialement importunés. Indirectement, cependant, notamment en Suisse. Il est, en effet, des cas où certaines fabrications d'entreprises à situation de monopole peuvent être considérablement ralenties, d'autres où les producteurs alliés ne reçoivent plus les pièces de remplacement pour les machines suisses de leurs installations.

De l'avis de « l'Economist », il y a chose plus grave : c'est que des maisons ex-ennemies, en particulier italiennes, ont été effacées des listes noires et ont maintenant la possibilité d'obtenir des commandes en pays alliés, alors que les Neutres restent exclus de la concurrence.

De toutes manières, la pénalité est ressentie avec amertume par les Neutres, tant pour des raisons de prestige, que de principes. Pourquoi, y dit-on, certaines maisons ont-elles été punies, alors qu'elles n'avaient violé aucune des règles de droit interne ? Il n'est nullement prouvé que les firmes incriminées se soient trouvées sous le contrôle de Berlin ou aient même sympathisé

avec le Reich. L'établissement des « listes » résulta bien souvent du hasard ou de l'arbitraire et le degré de culpabilité des entreprises n'est point comparable du tout.

Dans le blocus des avoirs neutres, les Etats-Unis se sont comportés avec beaucoup plus de rigueur que l'Angleterre et l'on doit admettre que la persistance dans l'application de cette mesure poursuit apparemment le but de détecter les avoirs ennemis dans les pays qui n'ont pas participé à la guerre. Les Neutres sont certainement prêts, dit la revue libérale, à rendre le produit de rapines ou les avoirs appartenant au parti national-socialiste, mais ils sont sur le terrain solide du droit en déclarant qu'aucune législation internationale ne justifie une renonciation dans la position de fidei-commissaire des banques neutres à l'égard de leurs clients étrangers. La Suisse, en particulier, centre bancaire international, ne peut que se conformer au droit existant. D'ailleurs, n'est-ce pas au nom de ce même droit que les Alliés ont conduit la guerre !

Le problème des avoirs allemands est extrêmement complexe et il est bien difficile de tracer la ligne de démarcation entre les exigences des Alliés et des Neutres. Peut-être, ceux-ci n'ont-ils pas pris suffisamment au sérieux les avertissements répétés des premiers que leurs revendications passeraient après celles des belligérants, notamment en ce qui concerne les Réparations. D'un autre côté — et les Puissances affectent de l'oublier, pensons-nous — on ne prend pas suffisamment en considération, à Washington, à Londres, mais aussi à Paris, le fait que les Grands ont fait la guerre pour leurs propres intérêts, sans se soucier des difficultés infligées à ceux qui n'y étaient pour rien.

Trouvera-t-on un compromis qui tienne compte des thèses opposées ? Il faut l'espérer, non seulement pour les Neutres, mais aussi pour le continent, dont ces derniers sont les meilleurs agents de la reconstruction.

Y.

Dans l'industrie horlogère

Sous la présidence de M. M. Huber, Bienne, l'Association suisse des industriels de la montre Roskopf a tenu, le 23 mai 1946, son assemblée générale ordinaire. Elle a adopté, sans discussion, le rapport de gestion, les comptes annuels ainsi que le budget et a renouvelé son comité pour 1946. L'assemblée s'est ralliée, en principe, à une participation à la société en création pour la location de machines horlogères à l'horlogerie étrangère, à condition toutefois que la vente de ces mêmes machines ne soit pas autorisée. Ensuite, il fut décidé de renoncer, à l'avenir, à l'exportation de chablonis tant et aussi longtemps que la concurrence étrangère n'en exporte pas et que des situations spéciales ne mettent pas l'industrie suisse de la montre Roskopf dans l'obligation de recommencer le chablonnage.

*Pour les colis postaux
et les envois par avion*

Caisses d'emballage en bois contreplaqué

légères - solides



MAY & C^{IE}

CAROUGE - GENÈVE

Téléphone 4.12.07

CONSILIA - FIDUCIAIRE

Aeschengraben 29

Bâle

Tél. (061) 2 09 74

ANALYSES - ORGANISATIONS - IMPOTS

Calculs de rentabilité

CONSEILS EN ÉCONOMIE INDUSTRIELLE

Mouvement et boîte sont bien mariés



PFENNIGER & C^{ie} S.A.

FABRIQUE DE BOITES DE MONTRES OR
LA CHAUX-DE-FONDS

SOCIÉTÉ SUISSE DES SPIRAUX GENÈVE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

MM. les actionnaires sont convoqués en
assemblée générale ordinaire le

JEUDI 13 JUIN 1946 A 14 H. 15, A BIENNE
(Buffet de la Gare 2^{me} classe, 1^{er} étage)

Ordre du jour

1. Lecture du procès-verbal de la dernière assemblée générale.
2. Rapport de gestion et comptes annuels de l'exercice 1945.
3. Rapport des contrôleurs.
4. Votations sur les conclusions de ces rapports.
5. Election du conseil d'administration.
6. Nomination des contrôleurs.
7. Divers.

Le bilan et le compte de profits et pertes, le rapport de gestion et celui des contrôleurs sont déposés au siège de la société, Genève, Coulouvrenière 40, où MM. les actionnaires peuvent les consulter.

BRÉSIL

Grande maison suisse d'importation établie à Rio de Janeiro et Sao Paulo, sortirait commandes suivies à fabricants disposant de contingents. Montres ancre, pendules, réveils. Faire offres sous chiffre P 10429 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

TECHNICIEN HORLOGER

Grande manufacture en Suisse allemande cherche technicien-horloger comme constructeur responsable. Situation stable et d'avenir. Offres sous chiffre OFA 4683 S, à Orell Füssli-Annonces Soleure.

Utopies d'hier

LE TUNNEL DU MONT-BLANC: DÉBUT DES TRAVAUX !

(by) L'autostrade sous le Mont-Blanc, nouveau travail d'Hercule ! On en parlait depuis longtemps, comme de l'assèchement de la Méditerranée, du déplacement du Gulf Stream, du tunnel sous la Manche, avec un sourire sceptique aux lèvres.

Aujourd'hui, les douteurs ont perdu. Au début d'avril dernier, M. de Gasperi, ministre italien des Affaires étrangères, a reçu l'ingénieur Totino qui lui présenta les plans de percement de la plus haute montagne de l'Europe. Cinq semaines plus tard, l'Agence télégraphique suisse annonçait qu'après de longues négociations, les travaux du tunnel avaient commencé. Le 19 mai, l'«Avanti» apprenait d'Aoste que le premier coup de pioche avait été donné. Cinq mille ouvriers s'acheminent sur les chantiers. Les travaux doivent durer deux ans seulement — ou trois ? — et leur financement, au montant de 2 1/2 milliards de liras, serait assuré par les Etats français et italien, « ainsi que par la Suisse et avec l'aide de nombreux capitaux privés ».

Il aura fallu attendre un demi-siècle pour que le projet arrive à maturité. En 1880, un groupe de députés français l'opposait à une proposition concernant le Simplon. Dès 1900, nos voisins de l'ouest rallièrent à leur programme de nombreux Italiens, les uns et les autres préoccupés d'ouvrir la barrière des Alpes qui les séparait.

Barthou, à en croire « Pour Tous », affirmait, en 1908, que le plus sûr moyen d'améliorer les relations franco-italiennes était de multiplier les contacts entre les deux Etats. La première guerre mondiale n'était pas terminée que M. Herriot, maire de Lyon, déclarait que les grands projets devaient être conçus en période héroïque. En 1935, l'accord de Rome, conclu entre Laval et Mussolini, envisageait cette réalisation. La guerre d'Ethiopie, puis le deuxième conflit mondial mirent un terme provisoire à ces espoirs.

On se rappellera, à Genève, que le conseiller d'Etat Bron avait alors mené campagne en faveur de la « Route-Blanche ». Celle-ci n'a jamais été perdue de vue par le gouvernement du canton, puisque, en janvier 1944, le Conseil fédéral, après lecture du Cahier de revendications, promit aux Genevois de ne pas négliger leurs intérêts dans la question du Mont-Blanc.

La liaison France-Italie par le Mont-Blanc est sur la diagonale la plus tendue entre Londres et Rome. Elle représenterait un avantage pour tous les pays ou cités qui figurent sur son tracé, notamment pour la Savoie et le Piémont ou, si l'on veut encore pour Genève et Turin. Le parcours, de Paris, toucherait Dijon, La Faurie, le Genevois et Chamonix. Il mettrait en valeur la vallée de l'Arve, d'une part, celle de la Doire baltée, de l'autre, faisant ainsi une certaine concurrence au Mont-Cenis et au Grand-Saint-Bernard. Le Simplon ou le Gothard ne ressentirait la rivalité nouvelle que sur les grands itinéraires.

Comme l'a dit M. Picot, conseiller d'Etat de Genève, à René Caloz, les vrais problèmes de la route sont,

pour notre ville, sur territoire étranger, français et même italien. A cette déclaration, M. Breitenstein, du Touring-Club Suisse, a ajouté que la « Route-Blanche », qui croiserait l'itinéraire Lausanne-Lyon, mettrait Genève au seuil de la Péninsule, 90 kilomètres seulement la séparant de la frontière. Avec le tunnel, il ne faudrait que quatre heures d'auto pour aller à Turin.

Mais, les Français renonceraient-ils à passer à Genève en roulant les 30 kilomètres supplémentaires qui leur permettraient d'éviter le territoire suisse ? Les deux pays voisins ont cependant intérêt à aménager le régime actuel, tant douanier que fiscal, et à négocier un accord sur la base tracée, en 1938, par le Conseil d'Etat de Genève.

Au surplus, ce sont moins nos voisins que nos Confédérés qui pourraient se demander l'intérêt qu'a la Suisse à une circulation étrangère ne concernant que quelque 8 à 10 kilomètres de routes nationales.

Toutes ces difficultés économiques et politiques semblent néanmoins devoir être aplanies. En sera-t-il de même au point de vue technique ?

C'est à cette question que répond l'interview accordée au reporter précité par le comte Lora Totino, dans son cabinet de travail de Turin. Ce dernier a repris, avec l'ingénieur Quaglia, l'une des quatre variantes dessinées, en 1908, par l'ingénieur français Monod. Celui-ci envisageait alors un projet ferroviaire. Actuellement, il n'est question que d'une route automobile, bien qu'on réserve l'avenir en prévoyant la possibilité d'élargir le tunnel en faveur du rail.

Les études géologiques sont terminées depuis longtemps. On sait que la roche, du granit compact, ainsi que l'attitude du massif, font augurer de certaines facilités dans les travaux. On ne croit pas à de pénibles surprises. Le tunnel doit avoir une longueur de 12,5 kilomètres, une hauteur de 5 mètres, une largeur de 6. Il partirait des Bossons, plus bas que Chamonix, à la cote 1190 m., et, après s'être relevé progressivement, redescendrait, à quelque 1300 mètres, à Entrèves, sur Courmayeur, dans la vallée d'Aoste. Le trafic se ferait à sens unique, avec possibilités de croisement en certains points.

Il s'agirait de créer une société anonyme, composée de trois consortiums nationaux, avec siège en Suisse et capital-actions converti en francs suisses. Le travail s'accommoderait de la pénurie de matières premières, puisque, taillé dans la roche cristalline, le tunnel se passerait d'un revêtement de maçonnerie. Il représentera une contribution à la reprise générale en Europe.

Tout de même, qui eût cru que le percement du Mont-Blanc pût devenir, un jour, réalité ?

Rédacteur responsable de la partie rédactionnelle : La « Fédération Horlogère Suisse » S. A., La Chaux-de-Fonds.

Machines à tailler

On offre à vendre 5 machines à tailler les breguets, en parfait état. S'adresser à Henry Frey, décolletages, Court (Jura bernois).

Pierres fines

Scierie tessinoise entreprendrait encore 150 à 200.000 carats de sciage d'horlogerie par mois. Travail soigné et rapide. Offres sous chiffre H 5641 à Publicitas Lugano.

Sténo-dactylographe

Nous cherchons, pour de suite ou époque à convenir, une sténo-dactylographe ayant de bonnes notions en langue anglaise. Prière de faire offres, par écrit, à Fils de Moïse Dreyfuss, Fabrique Enila, La Chaux-de-Fonds.

Technicien-mécanicien

sur machines de précision, âgé de 29 ans, cherche changement de situation et désire entrer dans fabrique d'horlogerie ou branches annexes comme chef de fabrication ou poste semblable. Entrée suivant entente. Faire offres, sous chiffre P 25960 K, à Publicitas Saint-Imier.

Montres étanches

10 1/2 - 11 1/2", 17 rubis, pare-choc, seconde au centre, sont demandées pour livraison rapide. Paiement grand comptant. Faire offres à Case postale 13837 Grenchen (Sol.).

Espagnol - Anglais - Français Allemand

Suisse, connaissant à fond par son activité à l'étranger: l'importation, l'exportation et le commerce avec outre-mer, désire changer sa position actuelle et cherche place indépendante dans

département d'exportation

ou comme

correspondant espagnol

Langue maternelle: allemand. Entrée à convenir. Demandes sous chiffre D 55392 G, à Publicitas Saint-Gall.

Jeune homme

actif et sérieux, études secondaires, connaissant l'anglais, ayant de bonnes notions d'allemand, cherche emploi dans fabrique d'horlogerie pour pouvoir effectuer voyages outre-mer. Offres, sous chiffre AS 9725 J, aux Annonces-Suisses S. A. Bienne.

La maison d'horlogerie

Dalla Costa Antonio

Corso Buenos-Aires 59
MILAN

grossiste avant la guerre, reprend son activité et se recommande à MM. les

exportateurs

qui s'intéressent à la reprise des affaires en Italie.

Pierristes

A vendre une machine automatique à grandir les grandes moyennes, la machine ayant très peu servi est à l'état de neuf. Louis Scheurer, rue de l'Avenir 11, Bienne.

DORAGES

Atelier organisé entreprendrait encore quelques séries de boîtes, cercles ou autres pièces détachées ainsi que bijouterie. Adresser offres sous chiffre P 10495 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Assemblée générale des actionnaires d'Ebauches S. A.

DU 18 MAI 1946

Nous donnons ci-après quelques passages de l'allocution prononcée à cette assemblée par M. P. Renggli, président du conseil d'administration :

La première année d'après guerre a permis à l'industrie horlogère d'enregistrer des résultats sensiblement plus favorables qu'on ne le pensait généralement. Les économistes, en effet, prévoyaient une longue période de chômage à l'issue du terrible conflit qui ravageait l'Europe et le monde ; ils se sont heureusement trompés. L'économie suisse, en général, et l'horlogerie en particulier, jouissent, au contraire, depuis l'été dernier d'une période de prospérité exceptionnelle.

La préoccupation essentielle des industries n'est plus aujourd'hui le souci de trouver du travail pour leur personnel, mais bien de surmonter les difficultés concernant les délais de livraisons et le recrutement de la main-d'œuvre.

La demande extraordinaire d'ébauches au cours de l'été et de l'automne 1945 a contraint Ebauches S. A., à la demande expresse de sa clientèle, soit de la F. H., à introduire un contingentement tendant à garantir une répartition aussi équitable que possible de ses produits entre ses clients.

Le déficit actuel de production n'est pas imputable à une insuffisance de nos installations techniques et mécaniques, mais bien au manque de main-d'œuvre. La pénurie du personnel est, en outre, étroitement liée, dans nombre de localités, au problème des logements.

La question de savoir si, au vu de la conjoncture actuelle, il était encore utile de maintenir les mesures législatives contenues dans l'arrêté du Conseil fédéral tendant à protéger l'industrie horlogère, a été soulevée dernièrement au Conseil national. Est-il encore vraiment nécessaire d'accorder à cette industrie une protection spéciale, a-t-on demandé ? L'auteur de la dite interpellation oublie que l'arrêté du Conseil fédéral ne prévoit point d'aide financière. Depuis plus de quinze ans, notre industrie n'a reçu de la Confédération aucun soutien en argent. Le prêt consenti à la Société générale de l'horlogerie suisse S. A., lors de sa création en 1931, a été entièrement remboursé. La Confédération reste, en fait, encore actionnaire de la Société générale, et je suppose qu'elle n'est aucunement disposée à renoncer à cette participation qui lui confère certains droits de contrôle, auxquels elle tient.

L'arrêté du Conseil fédéral soumet, par contre, la création de nouvelles entreprises et l'agrandissement de celles déjà existantes, à l'octroi d'un permis. Si, dans une période exceptionnellement favorable comme celle que nous vivons, cette restriction ne subsistait pas, on aurait vu surgir un grand nombre d'entreprises nouvelles et les entreprises existantes se seraient exagérément développées. Les ouvriers occupés dans d'autres branches de notre économie nationale auraient été, dans une mesure plus forte, attirés par l'industrie horlogère malgré le risque de se voir licencier quelques années plus tard, lorsque les affaires seraient devenues

plus calmes. Il a été dit à l'Assemblée fédérale que l'industrie horlogère attire actuellement la main-d'œuvre comme un aimant ; sans l'arrêté du Conseil fédéral précité, ces conséquences désagréables pour les autres branches de notre économie se seraient trouvées encore renforcées.

Dans notre rapport de gestion, nous avons du reste rendu nos lecteurs attentifs au fait que le nombre des ouvriers occupés actuellement dans l'horlogerie n'a rien de démesuré si l'on considère ce problème avec un peu de recul dans le temps. D'après la statistique des fabriques, en effet, l'horlogerie occupait en 1929 48.378 personnes contre 42.219 en août 1945. Si, depuis lors, l'horlogerie a encore renforcé ses effectifs, il n'en est pas moins certain que, grâce au freinage de l'arrêté du Conseil fédéral tendant à protéger l'industrie horlogère, elle n'a pas atteint aujourd'hui les chiffres de 1929.

La métallurgie, par contre, d'après la même statistique, occupait en 1929, 76.512 personnes contre 105.794 en août 1945, ce qui correspond à une augmentation en chiffre rond de 29.000 unités, soit plus du tiers de l'effectif de 1929.

Malgré la bonne marche de ses affaires, malgré l'excellence de ses produits que l'on a pu admirer à nouveau la semaine dernière à la Foire d'échantillons de Bâle, l'horlogerie suisse n'aura pas, au cours de ces prochaines années, le loisir de se reposer sur ses lauriers ; elle aura, au contraire, à lutter avec ténacité, pour maintenir son rang tant dans l'économie du pays que sur le marché mondial. Souhaitons qu'elle trouve en elle suffisamment de force et de sagesse pour mener à bien cette noble entreprise, dans l'intérêt général du pays.

Le succès de la Foire d'échantillons

La Foire suisse d'échantillons, qui a fermé ses portes le 14 mai, a remporté un vif succès. Comme on s'y attendait, les visiteurs étrangers ont été nombreux. Pendant les onze jours que dura la Foire, 4270 intéressés se sont annoncés au service étranger, provenant de 24 pays européens et de 32 pays extra-européens.

Le nombre des visiteurs suisses a aussi dépassé tous les chiffres enregistrés jusqu'à présent. Il a été vendu aux guichets 268.633 cartes d'entrée, contre 230.377 l'année précédente. Avec les 156.972 cartes vendues à l'avance (130.247 l'année précédente), le total des cartes délivrées s'élève à 425.605 contre 360.624 l'année dernière. Les cartes de presse et les invitations ne sont pas comprises dans ce chiffre. La première foire d'après guerre, aussi bien par sa fréquentation que par les affaires qui y furent traitées, a donc remporté un plein succès.

MISE EN GARDE

concernant la marque

IMPERIAL

La marque IMPERIAL est la propriété exclusive de la maison Cie des Montres Imperial S. A., La Chaux-de-Fonds, enregistrée sous n° 97182. Quiconque aura employé abusivement cette marque IMPERIAL, l'aura imitée ou contrefaite, l'aura usurpée pour ses propres produits ou aura mis en vente des montres munies de ce nom, sera poursuivi rigoureusement par les voies civiles et pénales, selon articles 24 et suivants de la loi sur la protection des marques de fabriques.

La Chaux-de-Fonds, le 14 mai 1946.

Chine

Achète montres genre courant, cylindre, Roskopf, ancre étanches. Offres sous chiffre N 70484 Q, à Publicitas Bâle.

Entreprise

spécialisée dans la fabrication et dans le placage de bracelets de montres et bijouterie accepterait encore des ordres pour la livraison, resp. le placage de bracelets de montres en acier, plaqué or de 8 microns et plus, lunettes, carrures, bijouteries et bracelets bijouteries. Faire offres sous chiffre E 10715 Gr, à Publicitas Bienne.

Pour pierristes

A sortir du travail de filières saphir. On fournit le chélat percé ou non. S'adresser aux Fils d'Antoine Vogel, Pieterlen, téléphone 7.71.44.

IMPRIMEURS : HAEFELI & Co, LA CHAUX-DE-FONDS

Nous achetons

MONTRES

8 ³/₄ - 12", 15 rubis

métal chromé fond acier. Faire offres sous chiffre P 10479 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Mise en garde

La marque OLMA appartient à la maison Numa Jeannin S. A., à Fleurier, qui l'a fait déposer en Suisse sous n° 57.594 le 4 novembre 1924 et dans le Registre international. Cette marque a été renouvelée le 13 novembre 1944 sous n° 108.750. Nous mettons en garde contre tout emploi abusif de ce nom et de noms dérivés, tel que OLMIDA, tant en Suisse que dans les pays de l'Union de Madrid, en particulier au Portugal. Toute usurpation ou contrefaçon sera rigoureusement poursuivie.

La Chaux-de-Fonds, le 20 mai 1946.

Par mandat de la maison NUMA JEANNIN S. A. :
« L'Information Horlogère Suisse »

*A*bonnez-vous à

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE
SUISSE

La F. H. S. est lue dans tous les pays du monde

Lignes à 500.000 volts!

Si le développement de la consommation hivernale d'électricité exige, sans plus tarder, de nouvelles usines à bassin d'accumulation, l'obligation de produire l'énergie à bon marché constitue une loi tout aussi impérieuse. Or, ce but ne peut être atteint qu'en substituant à plusieurs centrales travaillant en parallèle une usine unique alimentée par un lac artificiel de très grande capacité et équipée de machines aussi puissantes que possible. Ce moyen étant le seul qui permet d'obtenir l'indispensable diminution du prix de revient — condition « sine qua non » pour l'économie nationale des pays du monde entier — les études faites aujourd'hui en Europe et en Amérique reposent toutes sur le principe de la centralisation. Mais dans ces conditions, l'emplacement de cette vaste usine échappe à la volonté des hommes : il est imposé par la nature. Et l'on se trouve alors en présence de problèmes nouveaux souvent difficiles à résoudre.

Le transport de l'énergie en est un. Les distances séparant le lieu de production des centres de consommation devenant de plus en plus grandes puisque, par la force des choses, l'usine électrique se trouve généralement reléguée dans une vallée reculée, l'énorme puissance en jeu doit être transportée à très haute tension, de façon à éviter des conducteurs de trop forte section. En Suisse, 150.000 volts sont presque monnaie courante! On envisage même 220.000 et 380.000 volts dans un avenir plus ou moins rapproché. Mais les Américains, habitués à voir « grand », ont battu tous les records : ils viennent de mettre en service une ligne à 500.000 volts qui donne actuellement lieu à des essais dont les résultats définitifs sont attendus partout avec impatience.

Les premières expériences semblent avoir pleinement réussi, notamment en ce qui concerne les isolateurs. L'arc formidable qui s'amorce au moment de la rupture est instantanément « soufflé » dans des interrupteurs spéciaux de dimensions inusitées. Mais il reste encore à atténuer le mystérieux effet « corona », redouté des électriciens, qui au delà d'une certaine tension crée d'importantes pertes d'énergie. (Il s'agit d'un phénomène d'ionisation de l'air qui se manifeste le long des fils nus sous forme d'effluves crépitants bleuâtres.) Un premier point semble cependant acquis : jusqu'à 800 kilomètres environ, un transport de force à 500.000 volts est non seulement réalisable, mais paraît économique.

Le dernier mot n'est toutefois pas dit ! L'une de nos plus grandes fabriques de matériel électrique a repris les essais de transport à très haute tension non plus en courant alternatif, mais en courant continu déjà préconisé et exécuté à la fin du siècle dernier par M. Thury, le célèbre ingénieur genevois. Ce genre d'installation a fait ses preuves avec les transports de force de Saint-Maurice à Lausanne et de la Combe-Garot à La Chaux-de-Fonds, transports de force qui, après quelques décades

de bons et loyaux services, avaient été détrônés par le courant alternatif. Le système Thury pourrait donc être remis en honneur et si le courant alternatif se prête toujours on ne peut mieux à la production et à la distribution, en revanche la transmission par courant continu voit aujourd'hui ses avantages considérablement renforcés par la création de nouveaux appareils — les mutateurs — issus de la technique suisse. Ce genre de transmission l'emportera-t-il et, une fois de plus, une théorie née dans notre pays ralliera-t-elle finalement tous les suffrages ? L'avenir nous l'apprendra.

Service de recherches

AFGHANISTAN :

Shankar Dass & Co., Andrabi 6, Kabul, demande offres de montres en tous genres.

GIBRALTAR :

Antonio D. Morillo, 9, Convent Place, Gibraltar, demande offres de montres et fournitures.

— M. J. Benzimra, 109, Main Street, Gibraltar, cherche représentation de fabriques de montres.

GRANDE-BRETAGNE :

M. J. Conner, Beauchamp Road 42, Londres E. 7, demande offres de montres et bijouterie.

BULGARIE :

Le Rév. Père Herman Gisler, sous-directeur du collège français Saint-Augustin et directeur du musée pédagogique du même nom à Plovdiv, Bulgarie, nous demande de bien vouloir transmettre un appel aux fabricants d'horlogerie. Il cherche à rassembler pour son musée des publications horlogères, catalogues, plaquettes de jubilé, etc.

Les maisons disposées à lui adresser un envoi sont priées de le faire directement à l'adresse ci-dessus.

Les maisons ci-dessus cherchent des relations avec des fabricants suisses.

Nous déclinons toute responsabilité quant à l'honorabilité et la solvabilité de ces maisons étrangères.

Il convient de se renseigner, avant de traiter, à l'Information Horlogère suisse, La Chaux-de-Fonds.

Rédacteur responsable de la partie publicitaire : Publicitas S. A., Neuchâtel.

Le Comptoir de Neuchâtel

RACCOURCI SAISSANT DE NOTRE VIE ÉCONOMIQUE

C'est en 1925 qu'eut lieu le premier Comptoir « officiel » de Neuchâtel qui, d'année en année, devait prendre une importance grandissante et aboutir, en 1944, à cette « Exposition cantonale » dont on n'a oublié ni le sens, ni la portée.

Nous disons bien « officiel », car s'il est vrai que Neuchâtel eut déjà des « comptoirs-expositions », c'est à cette date seulement que la grande manifestation économique neuchâteloise prit son élan et acquit le caractère qu'elle a aujourd'hui.

L'organisation en fut confiée à la société industrielle et commerciale et à l'Association des détaillants qui, très sagement, décidèrent que les bénéfices réalisés appartiendraient à la collectivité et pourraient être soit ristournés, soit attribués à un fonds d'amélioration des « comptoirs » futurs, soit encore versés à des œuvres de bienfaisance.

Ce premier comptoir, dont la surface d'exposition, y compris les annexes, atteignit 2240 m², groupa 92 exposants et fut visité par 22.000 personnes. Détails qui peuvent paraître oiseux mais qui n'en sont pas moins dignes d'être rappelés au moment où s'ouvre — 21 ans après — un nouveau comptoir dont la superficie sera de 7500 m² et qui comprendra 340 exposants.

On a dit beaucoup de choses, déjà, sur ce qu'est ce nouveau comptoir et sur la façon dont il est organisé. Mais « beaucoup » ne signifie pas forcément « assez ». Et il nous paraît nécessaire de relever ici la place que l'on y a faite à l'horlogerie et l'ingéniosité qui a présidé à l'aménagement des vitrines consacrées aux montres terminées. Pour la première fois, le public profane pourra assister à la naissance d'une montre et se rendre compte, en passant de tableaux en tableaux, des mille et un travaux que nécessite la fabrication d'une montre. L'exposition thématique qui a été mise sur pied avec un soin et une vigilance extraordinaires aura donc le double mérite d'attirer le grand public et d'intéresser à des titres divers les initiés.

On sait, par ailleurs, qu'outre les divers groupes de l'électricité, des écoles, de l'art, de l'imprimerie et du commerce, une exposition de la chasse et de la pêche a été montée avec la collaboration des autorités suisses les plus compétentes en la matière et qu'elle attirera certainement à Neuchâtel tout ce que la Suisse compte de pêcheurs et de chasseurs.

En bref, le Comptoir de Neuchâtel, de 1946, peut être considéré comme un saissant raccourci de nos diverses activités et, à ce titre, mérite l'étiquette de réussite qui lui a été appliquée.

Cette réussite si parfaitement organisée et si jalousement préparée, on la doit à un groupe d'hommes aussi avisés que dévoués, et qui n'ont ménagé, dès le début, ni leur temps, ni leur travail, pour que le Comptoir de Neuchâtel prit sa place en Suisse romande et s'y maintint.

Le premier comité de direction, en 1925, était composé de MM. Hermann Haefliger, président, Arthur Delachaux, Gaston Amez-Droz et François Bouvier.

Or, 21 ans après, ce sont à peu près les mêmes que nous retrouvons, toujours attentifs à tous les détails, et désireux que le succès de demain soit plus marqué, encore, que le succès d'hier.

On avouera que cela mérite une discrète louange.

(g)

Un office fédéral des salaires?

Au cours de la dernière session des Chambres fédérales, M. Schmid, conseiller national démocrate de Zurich, s'est fait le porte-parole des partisans toujours plus nombreux de l'intervention directe de la Confédération dans la fixation des salaires. Il s'est heurté au robuste bon sens du Conseil fédéral. Mais, le débat ne peut pas être considéré comme définitivement clos. L'idée de M. Schmid hante bien des esprits dans notre pays. Elle sera reprise, sous une forme ou sous une autre, dans un proche avenir. Par conséquent, il sied de mettre l'opinion publique en garde contre les dangers offerts par de telles suggestions.

Le problème des salaires n'est pas résolu, dans notre pays. Ce n'est pas une raison suffisante pour lui donner une mauvaise solution. La paresse commande à trop de citoyens de recourir aux bons offices de l'Etat pour s'épargner la peine de faire un effort constructif. Si nous nous abandonnons à cette fâcheuse inclination, nous nous réveillerons, un beau matin, sous la pire des dictatures : la dictature anonyme, pesante et irresponsable de la bureaucratie. L'office fédéral des salaires étoufferait les libertés individuelles et porterait un coup mortel aux organismes professionnels. Appliqué à l'ensemble de l'économie nationale, il ferait de tous les salariés du commerce, de l'industrie et de l'agriculture autant de fonctionnaires. Imaginez ce que serait la Confédération lorsque le Conseil fédéral et ses services détiendraient le pouvoir économique, en plus du pouvoir politique. Le cornet de paie de chacun serait soumis aux influences de luttes de partis et des marchandises de coulisse. Du reste, des expériences récentes devraient nous dissuader de nous engager dans cette voie. En France, notamment, les salaires sont fixés par le gouvernement. Or, de l'avis général, la situation n'a jamais été aussi grave qu'à l'heure actuelle, chez nos voisins. L'écart entre les prix et les salaires y est infiniment plus grand que dans notre pays.

En réalité, il n'appartient pas aux pouvoirs publics, mais aux organismes professionnels de régler le problème des salaires. Ainsi, les citoyens demeureront maîtres de leur destinée.

U. B. A. H.

Au cours de son assemblée générale du 21 mai, l'Union des branches annexes de l'horlogerie a appelé à sa présidence M. Emile Bleuer, fabricant de ressorts à Bienne.

Nous lui présentons nos vives félicitations.

Pourparlers économiques avec l'Autriche

Les pourparlers économiques qui avaient été engagés à Berne entre une mission autrichienne et un délégué suisse aux accords commerciaux se sont terminés le 23 mai 1946. L'occasion a été donnée, au cours de ces pourparlers, d'examiner une série de questions concernant la reprise des relations commerciales entre les deux pays. Les conversations entamées seront poursuivies aussitôt que possible dans le but d'aboutir à un accord relatif au règlement provisoire des échanges de marchandises et des paiements entre l'Autriche et la Suisse.

Registre du commerce

7/5/46. — Monnier, S. à r. l., précédemment à La Chaux-de-Fonds. Suivant procès-verbal authentique de son assemblée des associés du 8 avril 1946, la société a décidé de transférer son siège social au Locle. Les statuts ont été modifiés en conséquence. La société a pour but l'exploitation d'un atelier de nickelage.

17/5/46. — Charles L'Eplattenier, à La Chaux-de-Fonds, horlogerie, terminage de petites pièces cylindres. Cette raison est radiée. L'actif et le passif sont repris dès le 1^{er} janvier 1946 par « Métric S.A. », société anonyme à La Chaux-de-Fonds, inscrite ce jour.

17/5/46. — Métric S.A., à La Chaux-de-Fonds. Par acte authentique du 10 mai 1946 et statuts de même date, il s'est constitué sous cette raison sociale une société anonyme ayant pour but : l'exploitation d'une maison d'horlogerie, soit la fabrication et le commerce d'horlogerie, ainsi que toutes opérations s'y rapportant. La société reprend, dès le 1^{er} janvier 1946, l'actif et le passif de la maison d'horlogerie « Charles L'Eplattenier », fabrication et commerce d'horlogerie à La Chaux-de-Fonds, radiée ce jour. La société a commencé son activité le 1^{er} janvier 1946. Le capital social est fixé à 50.000 francs, divisé en 50 actions nominatives de 1000 francs chacune, entièrement libérées. Les publications de la société ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration de 1 à 3 membres qui engagent la société par leur signature individuelle. Le conseil d'administration est composé de Charles L'Eplattenier, président, des Geneveys-sur-Coffrane, à La Chaux-de-Fonds ; Ernest-Werner Ramseyer, secrétaire, d'Eggiwil, à Granges (Soleure).

17/5/46. — Phe Du Bois et fils, succursale du Locle, fabrication et commerce d'horlogerie, raison individuelle avec siège principal à Francfort (Allemagne). Cette raison est radiée. L'actif et le passif sont repris par la société anonyme « Philippe Du Bois et fils S.A. », au Locle, inscrite ce jour.

17/5/46. — Philippe Du Bois et fils S.A., au Locle. Suivant acte authentique et statuts du 17 avril 1946,

Il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but la fabrication et le commerce de l'horlogerie. Le capital social est de 50.000 francs, divisé en 50 actions nominatives de 1000 francs, entièrement libérées. La société est administrée par un conseil d'administration de 1 à 5 membres, actuellement de : Philippe-Jules Du Bois, président, et Kurt-Jules Du Bois, les deux du Locle, y domiciliés, qui engageront la société par leur signature individuelle.

Avis de L'Information Horlogère Suisse

LA CHAUX-DE-FONDS
Rue Léopold-Robert 42

VACANCES HORLOGERES

Suivant décision du Comité de direction, nos bureaux seront fermés du 22 juillet au 3 août.

MARQUES DE FABRIQUE ENREGISTREMENTS INTERNATIONAUX

Une marque déposée dans le registre international est protégée, à part la Suisse, dans les pays suivants, qui ont adhéré à la Convention de Madrid :

Allemagne	Maroc (zone française)
Autriche	Pays-Bas (Surinam et
Belgique	Curaçao)
Espagne (zone esp. du	Portugal (Açores et
Maroc)	Madère)
France (Algérie et	Roumanie
colonies)	Tanger (zone de)
Italie (Lybie, Erythrée,	Tchécoslovaquie
Iles de l'Egée)	Tunisie
Liechtenstein	Turquie
Luxembourg	Yougoslavie

Dans tous les autres pays, une marque, pour être protégée, doit faire l'objet d'un dépôt spécial.

Nous nous chargeons des démarches nécessaires et nous tenons notre tarif à disposition.

APPEL AUX CREANCIERS

Les créanciers de :

Atelier de mécanique Simon S.A., Grandval (faillite)

sont priés de nous envoyer le relevé de leur compte en triple pour que nous puissions sauvegarder leurs intérêts.

PRECAUTION

Nos sociétaires sont priés de se renseigner avant de traiter avec :

VZPULQFRXK NR MJXJAJ

MISE EN GARDE

Nous mettons en garde contre :

FJXJ VJXUZY VJGGZXWUXJ

PROTEXO

LE BEAU ET BON BRACELET EN PROTEX
ÉTANCHE, LAVABLE, SOUPLE, SOLIDE

USINE A GENÈVE REYMOND TECHNIQUE HORLOGÈRE TÉLÉPHONE 4.41.54 CABLE : PROTEXO GENÈVE

PRODUCTION : 10.000 PIÈCES PAR JOUR

PROTEXO

ATTRACTIVE AND RELIABLE WATCHSTRAPS. MADE OF PROTEX-
MATERIAL. WATERPROOF, WASHABLE, FLEXIBLE, STRONG

FACTORY AT GENEVA REYMOND TECHNIQUE HORLOGÈRE TÉLÉPHONE 4.41.44 CABLE : PROTEXO GENÈVE

DAILY PRODUCTION : 10.000 PIECES

PROTEXO

ELEGANTE PULSERA DE CALIDAD EN MATERIAL PROTEX
RESISTENTE AL AGUA, LAVABLE, FLEXIBLE, SOLIDA

FÁBRICA EN GINEBRA REYMOND TECHNIQUE HORLOGÈRE TÉLÉPHONE 4.41.44 CABLE : PROTEXO GENÈVE

PRODUCCIÓN 10.000 PIEZAS POR DÍA

PROTEXO

DAS ELEGANTE UND HOCHWERTIGE UHRARM BAND AUS PROTEX-
MATERIAL, WASSERFEST, WASCHBAR, GESCHMEIDIG, WIDERSTANDSFÄHIG

WERK IN GENÈVE REYMOND TECHNIQUE HORLOGÈRE TÉLÉPHONE 4.41.44 CABLE : PROTEXO GENÈVE

ERZEUGUNG : 10.000 STÜCK TÄGLICH

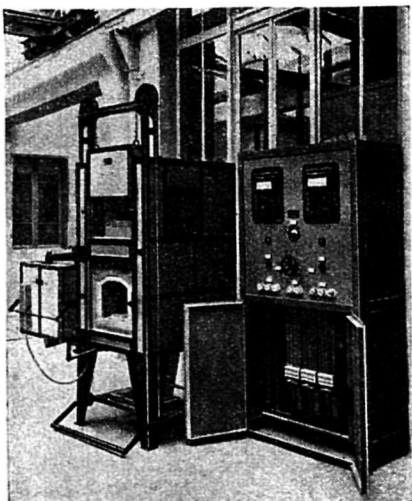
ASSUREZ-VOUS QUE VOS BRACELETS PORTENT LA MARQUE :
MAKE SURE THAT YOUR WATCH-STRAPS ARE MARKED WITH :
ASEGÚRESE VD. DE QUE SU PULSERA LLEVE LA MARCA :
ACHTEN SIE! BEI IHREN ARMBÄNDERN AUF DIE MARKE

PROTEXO

OU
OR
O
ODER



IN U.S.A.



Fours électriques

à moufle et à bain de sel pour tremper, recuire, revenir.

Fours pour l'émaillage

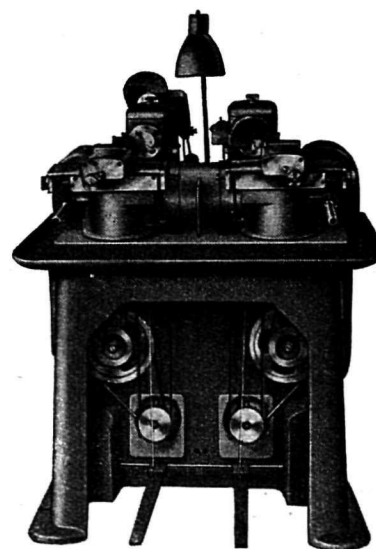
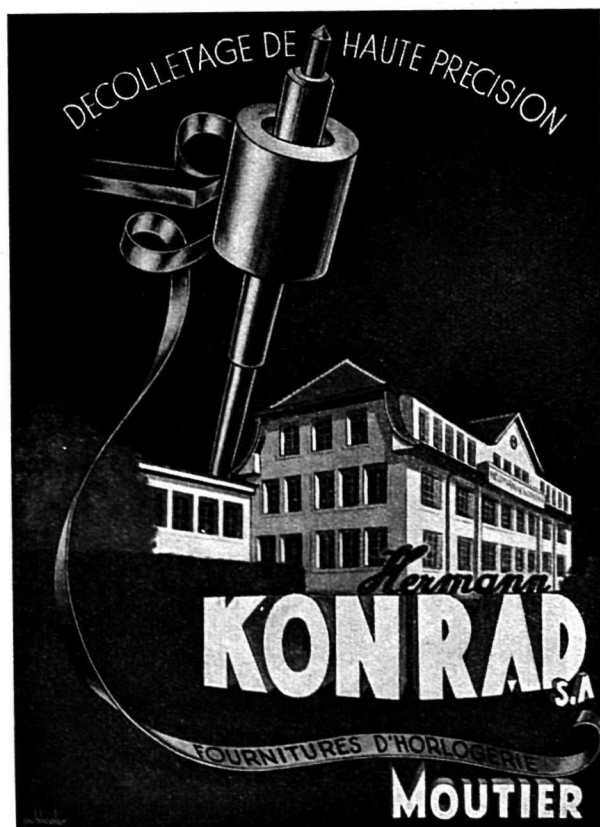
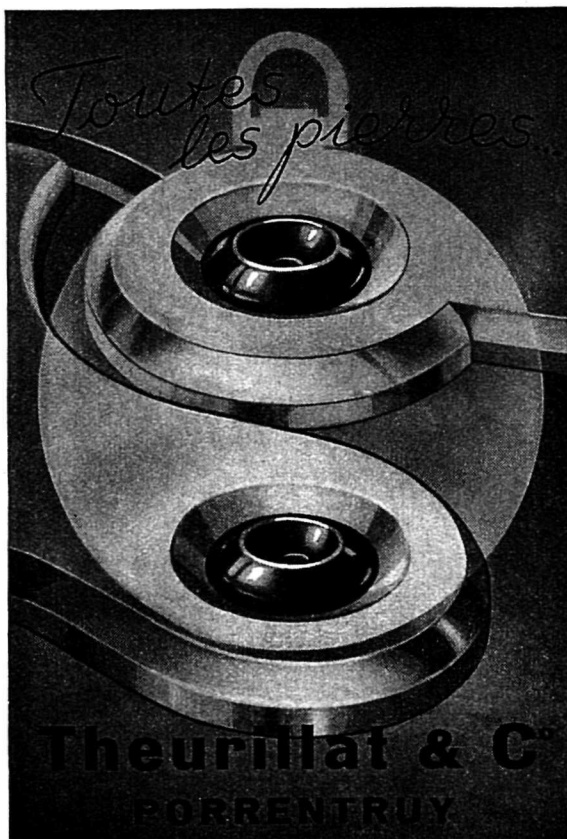
et tout autre traitement thermique.

Pyromètres

de haute précision, construits dans nos ateliers.

BOREL S. A., PESEUX

(Neuchâtel)



Machines semi-automatiques à tourner
pour la petite mécanique et l'appareillage.

Types spéciaux pour la fabrication des
ébauches et des boîtes de montres.

KUMMER FRÈRES, TRAMELAN

MACHINES DE HAUTE PRÉCISION

